

Art. 63. Inwerkingtreding

Dit decreet treedt in werking op 1 mei 2024.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 22 april 2024.

O. PAASCH,
De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën
A. ANTONIADIS,
De Viceminister-President,
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting
I. WEYKMANS,
De Minister van Cultuur en Sport,
Werkgelegenheid en Media
L. KLINKENBERG,
De Minister van Onderwijs
en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

(1) Zitting 2023-2024

Parlementaire stukken: 347 (2023-2024) Nr. 1 Ontwerp van decreet

347 (2023-2024) Nr. 2 Verslag

347 (2023-2024) Nr. 3 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering

Integraal verslag: 22 april 2024 - Nr. 72 Bespreking en aanneming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2025/000563]

18 DECEMBRE 2024. — Décret-programme portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de tourisme, d'agriculture, de nature et de forêt, de pouvoirs locaux et de logement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification du décret du 21 décembre 1989
relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne*

Article 1^{er}. Dans l'article 5, du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, le paragraphe 3 est abrogé.

CHAPITRE 2. — *Modifications du décret du 7 juin 1990
portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.)*

Art. 2. L'article 3, alinéa 1^{er}, du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.), modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° L'environnement santé. ».

Art. 3. L'article 13 du même décret est abrogé.

CHAPITRE 3. — *Abrogation du décret du 4 novembre 1993 créant un fonds budgétaire en matière d'emploi*

Art. 4. Le décret du 4 novembre 1993 créant un fonds budgétaire en matière d'emploi est abrogé.

CHAPITRE 4. — *Modification du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne*

Art. 5. L'article 5 du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, est complété par un paragraphe 15 rédigé comme suit :

« § 15. De l'accord et aux conditions du Gouvernement wallon, le Centre régional d'aide aux communes est habilité à assurer, au bénéfice des pouvoirs organisateurs des structures d'accueil des gens du voyage, la liquidation des investissements ayant bénéficié de l'octroi d'une subvention par le Gouvernement wallon. ».

CHAPITRE 5. — *Modification du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Art. 6. Dans l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, le 2° est complété par les mots « et que cet accroissement est de nature à porter atteinte au bien-être des animaux ».

CHAPITRE 6. — *Modification du décret du 1^{er} avril 1999 portant création de la SA de droit public SARSI*

Art. 7. Dans l'article 6 du décret du 1^{er} avril 1999 portant création de la SA de droit public SARSI, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le revenu cadastral des biens de la société est exonéré du précompte immobilier, pour autant que ces biens soient improductifs par eux-mêmes ou fassent l'objet d'une réaffectation. ».

CHAPITRE 7. — *Modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi*

Art. 8. Dans l'article 27 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Les subventions inscrites au budget sont mises à la disposition de l'Office en douze tranches mensuelles qui ne doivent pas être impérativement égales entre elles. Cette disposition ne s'applique pas pour les articles 41.05 (les domaines fonctionnels 103.003 (code SEC 41)) du programme 18.13 (programme WBFIN 18.103), 41.15 (110.012 (code SEC 41)) du programme 18.22 (programme WBFIN 18.110) du budget pour lesquels le rythme de la liquidation est fixé par la Ministre qui a l'emploi et la formation dans ses attributions. ».

CHAPITRE 8. — *Modification du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons*

Art. 9. Dans l'article 1^{er} du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'asbl Les Lacs de l'eau d'Heure est tenue de confier, pour ce qui concerne les moyens octroyés par la Région wallonne, ses comptes financiers et ses placements à une entreprise de crédit que le Gouvernement wallon désigne »;

2^o le paragraphe 2 est complété par ce qui suit :

« « le Commissariat général au Tourisme », « la S.A. Le Circuit de Spa-Francorchamps », « la SOWAFINAL », « la S.A. Wallonie Entreprendre » pour les moyens octroyés dans le cadre du plan Marshall

2.vert, soit lorsqu'elle est le bénéficiaire final, soit lorsqu'elle ne l'est pas dans l'attente de leur versement au bénéficiaire de la mesure », « l'IWEPS », « l'École d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne pour ce qui concerne les moyens octroyés par la Région wallonne », « l'Agence wallonne du patrimoine »,

« l'Agence du Numérique » et « l'Organisme payeur de Wallonie » »;

3^o le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le Gouvernement wallon est chargé d'arrêter les modalités de gestion au sein de la trésorerie de la Région wallonne, des comptes et des placements des organismes visés au paragraphe 1^{er}. ».

CHAPITRE 9. — *Modification du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons dont les missions touchent les matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution*

Art. 10. Dans l'article 2, § 2, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons dont les missions touchent les matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les mots « l'Hôpital Psychiatrique Le Chêne aux Haies » sont abrogés.

CHAPITRE 10. — *Modification du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information*

Art. 11. A l'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o les sociétés anonymes de droit public nommément visées à l'article 28 du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées; »;

b) le paragraphe est complété par un 19^o rédigé comme suit :

« 19^o Filière Bois Wallonie. ».

CHAPITRE 11. — *Modification du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public*

Art. 12. Dans l'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o Filière Bois Wallonie; ».

CHAPITRE 12. — *Modification du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public*

Art. 13. Dans l'article 3, § 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, modifié en dernier lieu par le décret du 19 octobre 2022, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o Filière Bois Wallonie; ».

CHAPITRE 13. — *Modifications du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun*

Art. 14. L'article 7 du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun, inséré par le décret du 17 juillet 2018 et modifié par le décret du 21 décembre 2022, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. En vue de l'encaissement des rétributions, des taxes ou des redevances de stationnement visées à l'article 6 et en vue d'exercer leur mission de gestion de la politique de stationnement dont leur mission de délivrance des cartes communales de stationnement visée à l'article 27.1.4 du Code de la Route, le Gouvernement, les communes et leurs concessionnaires, ou les régies autonomes communales peuvent demander les données à caractère personnel relatives au véhicule à l'autorité chargée de l'immatriculation des véhicules.

Les données visées à l'alinéa 1^{er} peuvent avoir trait aux éléments suivants :

- 1° à l'identité des titulaires du numéro de la plaque d'immatriculation;
- 2° à l'identité des conducteurs individuels des véhicules;
- 3° aux caractéristiques techniques suivantes des véhicules :
 - a) le type de carburant ou la source d'énergie;
 - b) le type du véhicule;
 - c) la masse maximale autorisée;
 - d) la marque et le modèle;
 - e) les dimensions, à savoir la longueur et la largeur.

Le Gouvernement arrête, le cas échéant, les catégories de données complémentaires rendues nécessaires par l'évolution de la politique de stationnement. Les données visées à l'alinéa premier sont conservées au maximum trois ans. ».

Art. 15. A l'article 19 du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2018 et modifié par le décret du 21 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le 1^{er} janvier 2023 » sont remplacés par les mots « à la date déterminée par le Gouvernement »;
- 2° l'alinéa 2 est abrogé.

*CHAPITRE 14. — Modification du décret du 5 mars 2008
portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat en service à gestion séparée*

Art. 16. Dans l'intitulé du décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat en service à gestion séparée, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les mots « en service à gestion séparée » sont abrogés.

*CHAPITRE 15. — Modification du décret du 19 mars 2009
relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques*

Art. 17. Dans l'article 9bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, inséré par le décret-programme du 22 juillet 2010 portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, d'agriculture et de travaux publics, les termes « 80% » sont remplacés par les termes « 100% ».

*CHAPITRE 16. — Modifications du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget,
de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes*

Art. 18. Dans l'article 3, § 1^{er}, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, modifié en dernier lieu par le décret du 6 avril 2023, le 6° est complété par les mots « et la Commission wallonne pour l'Énergie ».

Art. 19. Dans l'article 52/1, inséré par le décret du 17 décembre 2015 et modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, l'article 79, § 2, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, et dans l'article 87, § 6, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, du même décret, les mots « et la Commission wallonne pour l'Énergie » sont à chaque fois insérés après les mots « le service du Médiateur ».

CHAPITRE 17. — Modification du décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant

Art. 20. Dans le décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, il est inséré un article 20/1, rédigé comme suit :

« Art. 20/1. Pour l'application de l'article 91 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, la formation alternée organisée en vertu du présent décret constitue une formation professionnelle au sens de l'article 27, 6°, du même arrêté. ».

*CHAPITRE 18. — Modification du décret du 16 juillet 2015
instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes*

Art. 21. À l'article 7 du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes, tel que modifié pour la dernière fois par le décret du 13 décembre 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° EN = variable fonction de la classe d'émission Euro ou de la classe « moins polluant qu'Euro VI, y compris les véhicules à émission nulle », telle que définie par le Gouvernement; »;

2° au paragraphe 3, les alinéas 2 et 3 sont abrogés;

3° l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les valeurs du tarif de base BT et des variables A, G, EN, ET et EP visés au paragraphe 1^{er} sont indexées par le percepteur de péage le 1^{er} janvier de chaque année à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice général des prix à la consommation du Royaume du mois d'août de l'année précédente par l'indice général des prix à la consommation du Royaume du mois d'avril de l'année 2016.

Dans ce cadre, les arrondis suivants sont appliqués :

1° le coefficient est arrondi au dix millièmes supérieur ou inférieur selon que le chiffre des cent millièmes atteint ou non cinq;

2° après application du coefficient aux valeurs du tarif de base BT et des variables A, G, EN, ET, et EP, les montants obtenus sont arrondis au millième d'euro supérieur ou inférieur selon que le chiffre des dix millièmes atteint ou non cinq. ».

CHAPITRE 19. — *Modifications au décret du 29 octobre 2015 portant création de fonds budgétaires en matière de routes et de voies hydrauliques*

Art. 22. Dans l'article 2 du décret du 29 octobre 2015 portant création de fonds budgétaires en matière de routes et de voies hydrauliques, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, le paragraphe 3 est complété par un 11° rédigé comme suit :

« 11° à la location, à l'achat et l'entretien de matériel pour les régies afin d'entretenir le réseau routier et autoroutier. ».

Art. 23. A l'article 3, § 3, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° à l'entretien, la construction et la rénovation du réseau précité en ce compris les interventions en faveur de la SOFICO »;

b) le paragraphe est complété par les 9°, 10°, 11° et 12° rédigés comme suit :

« 9° à l'achat de vêtements et uniformes pour les agents de la Police Domaniale et les éclusiers;

10° à l'achat de véhicules techniques notamment pour la carrière de Gore;

11° à la valorisation et remise en état de maisons du SPW Mobilité et Infrastructures;

12° à l'achat et suivi de compteurs dits « intelligents ». ».

Art. 24. Dans l'article 4, § 3, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° à l'organisation des contrôles des appareils de mesure et des stations de contrôle technique; ».

CHAPITRE 20. — *Modification du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques*

Art. 25. Dans l'article 2, § 1^{er}, b), du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques, les mots « 21° à 28° » sont remplacés par les mots « 49° à 57° ».

CHAPITRE 21. — *Modification du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols*

Art. 26. L'article 124 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les demandes de permis d'urbanisme, de permis unique ou de permis intégré visés à l'article 23 introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande. ».

CHAPITRE 22. — *Modifications du Code wallon du Bien-être des animaux*

Art. 27. Dans l'article D.15, § 3, alinéa 1^{er}, du Code wallon du Bien-être des animaux, la phrase « Cette contribution est affectée à la section « protection contre les abandons et la maltraitance animale » du Fonds budgétaire des bien-être des animaux visé au Chapitre 10 » est abrogée.

Art. 28. A l'article D.95 du même Code les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} devient l'alinéa 1^{er};

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 29. Le chapitre X du même Code, comportant les articles D.100 à D.102, est abrogé.

CHAPITRE 23. — *Modification du Code wallon du Développement territorial*

Art. 30. Dans l'article D.IV.9, alinéa 1^{er}, 1°, du Code wallon du Développement territorial, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les mots « avant l'entrée en vigueur du plan de secteur » sont insérés entre les mots « deux habitations construites » et les mots « ou entre une habitation construite ».

CHAPITRE 24. — *Modifications du Code de la démocratie locale et de la décentralisation*

Art. 31. Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il est inséré un article L3321-8bis rédigé comme suit :

« Art. L3321-8bis. En cas de non-paiement à l'échéance, une sommation de payer est envoyée au redevable. Celle-ci se fait par courrier recommandé. Les frais postaux de cet envoi peuvent être mis à charge du redevable. Dans ce cas, ceux-ci sont recouverts de la même manière que la taxe à laquelle ils se rapportent.

Cette sommation de payer adressée au redevable ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de dix jours calendrier à compter du 1^{er} jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

La première mesure d'exécution ne peut être mise en oeuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la sommation de payer au redevable.

Constituent des voies d'exécution au sens de la présente disposition celles visées à la cinquième Partie, Titre III, du Code judiciaire.

Les alinéas 1^{er} à 3 sont applicables également lorsque le paiement de la taxe est réclamé au codébiteur, soit la personne qui n'est pas reprise au rôle et qui est également tenue au paiement de la taxe en vertu du règlement-taxe ou d'une autre législation. ».

Art. 32. Dans l'article L3321-12 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice des dispositions du présent Titre, les dispositions du Titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 ainsi que les articles 355, 356 et 357 du Code des impôts sur les revenus, les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce code, ainsi que la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé 6 des créances fiscales et non fiscales sont applicables aux taxes provinciales et communales pour autant qu'elles ne concernent pas spécialement les impôts sur les revenus et à l'exception des articles 43 à 48 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales. Pour les cas d'aliénation ou d'affectation hypothécaire d'un bien susceptible d'hypothèque, la

notification par le notaire au sens du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales est adressée au Directeur financier de la commune dans laquelle le propriétaire du bien à sa résidence. ».

CHAPITRE 25. — *Modifications du Code de l'Environnement*

Art. 33. Dans le Livre II, Partie III, Titre II, du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la section 1ebis, insérée par le décret du 8 mai 2008 et modifiée par le décret du 23 juin 2016, comportant les articles D.233bis à D.233bis.10 est abrogée.

Art. 34. Dans l'article D.403 du Livre II du même Code contenant le Code de l'Eau, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les mots « divisée par le nombre de jours du cycle de facturation » sont insérés après « la consommation facturée ».

CHAPITRE 26. — *Modifications du Code wallon du Tourisme*

Art. 35. Dans l'article 5.D., § 1^{er}, 2^o, du Code wallon du Tourisme, modifié par le décret du 10 novembre 2016, les mots « , avec l'appui de la SA Immowal visée à l'article 31/1.D, » sont abrogés.

Art. 36. Le Chapitre X du même Code, inséré par le décret du 10 novembre 2016, est abrogé.

Art. 37. Dans l'article 34.D, alinéa 4, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les mots « pour l'adoption des contrats-programmes » sont remplacés par les mots « pour l'adoption et le renouvellement des contrats-programmes ».

Art. 38. Dans l'article 68.D du même Code, modifié le décret du 20 novembre 2016, les alinéas 5, 6 et 7 sont remplacés par ce qui suit :

« Le Gouvernement peut adapter les montants prévus à l'alinéa 2 relatif aux subventions octroyées aux Maisons du tourisme pour tenir compte de la valeur de l'indice des prix à la consommation selon la formule suivante :

Montant prévu à l'alinéa 2 x indice du mois de janvier de l'année N

 indice du mois de janvier de l'année N-1 en arrondissant les montants obtenus à l'unité supérieure. ».

Art. 39. Dans l'article 434.D du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les mots « pour les bâtiments et en deux catégories pour les terrains » sont insérés entre les mots « en trois catégories » et « selon les normes déterminées ».

Art. 40. L'article 452.D du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, est complété par une phrase rédigée comme suit : « Les normes du label peuvent être différentes pour un bâtiment ou pour un terrain. ».

Art. 41. L'article 453.D du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, est complété par une phrase rédigée comme suit : « Si une seule ASBL peut répondre aux conditions fixées à l'article 455 et 457 du Code, la prorogation n'est pas limitée à une seule fois. ».

Art. 42. A l'article 462.D, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « de type « bâtiment » » sont insérés entre les mots « d'un endroit de camp » et « est subordonné »;

b) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le label pour les endroits de camp de type « terrains » est subordonné au respect des conditions fixées par le Gouvernement. Celles-ci peuvent porter sur :

1^o les caractéristiques du terrain et de ses abords, telles que notamment la capacité d'accueil au regard de la superficie au sol, l'accessibilité du terrain, sa délimitation;

2^o l'équipement du terrain, tels que l'accessibilité à l'eau potable, la mise à disposition ou la réalisation de sanitaires;

3^o la situation à proximité du terrain;

4^o la moralité du demandeur, du titulaire du label et de la personne assumant la gestion journalière du terrain;

5^o le contrat à signer à chaque occupation;

6^o le prix maximum de la nuitée par personne et le coût réclamé pour les charges;

7^o le temps de mise à disposition minimum du terrain;

8^o le respect de la quiétude du voisinage;

9^o la gestion des déchets. ».

Art. 43. A l'article 465.D du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les mots « de type « bâtiment » » sont insérés après les mots « endroits de camp ».

Art. 44. L'article 594.D du même Code, modifié par le décret du 21 décembre 2022, est remplacé par ce qui suit :
 « Art. 594.D. § 1^{er}. En ce qui concerne les fédérations touristiques, le taux de la subvention visée à l'article 584.D s'élève à trente pourcents du coût de l'action ou de la campagne de promotion touristique.

§ 2. En ce qui concerne les maisons du tourisme, le taux de la subvention visée à l'article 584.D, s'élève à cent pourcents du coût de l'action ou de la campagne de promotion touristique.

§ 3. En ce qui concerne les offices du tourisme, le taux de la subvention visée à l'article 584.D s'élève à trente pourcents du coût de l'action ou de la campagne de promotion touristique. En cas de conclusion d'une convention de partenariat avec la Maison du Tourisme de son ressort, laquelle définit le rôle de chacun au regard des différentes missions qui leur sont attribuées, le taux de la subvention est porté à quarante pourcents.

§ 4. En ce qui concerne les syndicats d'initiative, le taux de la subvention visée à l'article 584.D s'élève à quarante pourcents du coût de l'action ou de la campagne de promotion touristique. En cas de conclusion d'une convention de partenariat avec la Maison du Tourisme de son ressort, laquelle définit le rôle de chacun au regard des différentes missions qui leur sont attribuées, le taux de la subvention est porté à cinquante pourcents.

§ 5. Pour les actions et campagnes de promotion touristique s'intégrant dans les thèmes déterminés annuellement ou pluriannuellement par le Gouvernement ou en cas de collaboration avec Wallonie Belgique Tourisme, les taux de la subvention visés aux paragraphes 1^{er}, 3 et 4 sont portés à cinquante pourcents. ».

CHAPITRE 27. — *Modification du Code wallon de l'Agriculture*

Art. 45. Dans l'article D.231/1 du Code wallon de l'Agriculture, inséré par l'article 271 du décret-programme du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- a) à l'alinéa 2, le mot « triennal » est remplacé par les mots « conclu pour une durée de cinq »;
- b) à l'alinéa 3,1^o, le mot « trois » est remplacé par le mot « cinq »;
- c) l'alinéa 4 est abrogé.

CHAPITRE 28. — *Dispositions diverses*

Art. 46. Le Fonds de Gestion énergétique immobilière, créé par l'article 151 du décret du 10 décembre 2009 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 2010, est abrogé.

Art. 47. Le Gouvernement peut octroyer des jetons de présence dont il arrête le montant aux membres non-fonctionnaires et spécialistes extérieurs non fonctionnaires de la Commission des Arts de Wallonie.

Art. 48. L'article 5, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles est abrogé.

Art. 49. § 1^{er}. Le Gouvernement peut allouer, dans la limite des moyens disponibles, à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, des moyens permettant à ce dernier de financer une partie des frais d'accueil d'enfant du demandeur d'emploi inoccupé qui assume seule ou de manière alternée la garde principale d'un enfant et qui suit une formation. Les frais d'accueil suivants peuvent être financés :

- 1^o les frais d'accueil jusqu'à l'âge où l'enfant peut être admis dans l'enseignement maternel;
- 2^o les frais d'accueil extrascolaire de l'enfant qui fréquente l'enseignement maternel ou primaire.

Le Gouvernement détermine le montant de l'aide, le type de formation couvert, ce que l'on entend par demandeur d'emploi inoccupé et dans quel type d'organisme l'accueil extrascolaire d'enfant a lieu.

Les avantages financiers visés à l'alinéa 1^{er} ne peuvent pas être cumulés avec d'autres interventions sur les mêmes frais d'accueil.

§ 2. La vérification de la situation de monoparentalité est effectuée par l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi sur base des données issues de sources authentiques auxquelles il a accès et à défaut de disponibilité des données, sur la base d'une copie d'un certificat de composition de ménage ou tout autre document transmis par le demandeur d'emploi inoccupé et permettant d'établir la situation de monoparentalité.

§ 3. L'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, en tant que responsable du traitement, collecte, conserve et échange les données à caractère nécessaires à l'exécution des missions qui lui sont confiées en vertu du présent article.

Il s'agit des données permettant d'établir la situation de monoparentalité du demandeur d'emploi inoccupé ainsi que les données des personnes qui composent le ménage nécessaire pour le calcul du montant des avantages financiers conformément à l'article 4/1 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi.

L'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi conserve ces données pendant dix ans à partir de l'octroi de l'aide.

Art. 50. Dans les limites des crédits disponibles inscrits à cet effet dans le budget, le Gouvernement octroie à l'Agence du Numérique, en vue de financer ses activités, des subventions générales telle que définies par l'article 60, § 1^{er}, 1^o, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

Art. 51. § 1^{er}. Dans les limites des crédits disponibles inscrits à cet effet dans le budget, le Gouvernement octroie à l'Agence du Numérique des subventions de projet telle que définies par l'article 60, § 1^{er}, 2^o, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, en vue de procéder à l'octroi au profit de tiers de subventions dont l'objet est lié à ses missions.

§ 2. Concernant lesdites subventions, l'Agence du Numérique intervient en tant qu'instance subsidiaire intermédiaire au sens de l'article 59, § 1^{er}, 2^o, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

À ce titre, elle arrête et publie les appels, instruit les demandes, adopte les décisions d'octroi ou de refus d'octroi et procède au contrôle de la bonne exécution des subventions.

§ 3. Lesdites subventions sont les suivantes :

- 1^o subventions « Boost », d'un montant maximal de 5 000 euros HT.V.A., et visant à la diffusion de la marque Digital Wallonia qui favorise la promotion et le développement du numérique;
- 2^o subventions « Brand », d'un montant maximal de 25 000 euros HT.V.A. et visant à soutenir un acteur contribuant à un axe de développement de la stratégie numérique régionale;
- 3^o des subventions liées à des appels à projets spécifiques identifiés par le Gouvernement.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3^o, le montant de la subvention allouée ne peut pas dépasser les coûts réels du projet.

§ 4. Le Gouvernement définit et précise le régime desdites subventions, en particulier concernant :

- 1^o l'organisation des appels à projet;
- 2^o les conditions d'éligibilité (notamment les bénéficiaires) et d'octroi (en particulier concernant les critères d'évaluation), ainsi que la procédure d'octroi de la subvention;
- 3^o les modalités d'utilisation de la subvention;
- 4^o les modalités de liquidation de la subvention;
- 5^o les pièces justificatives à fournir par le bénéficiaire de la subvention;
- 6^o les modalités particulières de contrôle, de révision et de remboursement de tout ou partie de la subvention.

Art. 52. Les agents du Service public de Wallonie désignés en qualité de commissaire, de président ou d'inspecteur-général des comités d'acquisition peuvent authentifier les actes des personnes morales visés à l'article 6^{quinqüies} de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. En outre, sans que les fonctionnaires instrumentant des comités d'acquisition aient à justifier d'aucun mandat envers les tiers, ils agissent comme représentants des dites personnes morales dans les missions qu'elles leur confient.

Art. 53. L'article 4 du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, remplacé par le décret du 1^{er} avril 2004 et modifié par le décret du 21 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1^{er}. L'Agence est administrée par un conseil d'administration qui se compose de douze membres, personnes physiques, dont un Président et un Vice-Président, désignés par le Gouvernement et répartis comme suit :

1° quatre représentants des organisations représentatives, répartis équitablement entre, d'une part, les organisations représentatives des petites et moyennes entreprises et de l'agriculture et, d'autre part, les organisations représentatives de l'industrie et des grandes entreprises, désignés par le Gouvernement sur base d'une liste double proposée par l'assemblée générale du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie;

2° quatre administrateurs proposés et désignés par le Gouvernement;

3° quatre administrateurs extérieurs, désignés par le Gouvernement pour leur expérience professionnelle et leur expertise en matière de commerce extérieur, d'internationalisation d'entreprises et d'investissements étrangers.

§ 2. Assistent également aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative : l'administrateur général, l'administrateur général adjoint, les directeurs généraux de l'Agence, un représentant du Service public de Wallonie Économie Emploi Recherche et un représentant de l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité.

§ 3. Les commissaires du Gouvernement assistent avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration de l'Agence. ».

Art. 54. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 décembre 2024.

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche, du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,
F. DESQUESNES

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JÉHOLET

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale,
Y. COPPIETERS

La Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives,
J. GALANT

La Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite enfance,
V. LESCRENIER

La Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports,
C. NEVEN

La Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
A.-C. DALCQ

—
Note

(1) Session 2024-2025.

Documents du Parlement wallon, 31 (2024-2025) N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance plénière du 18 décembre 2024.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2025/000563]

18. DEZEMBER 2024 — Programmdekret zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Beschäftigung, Ausbildung, Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Umwelt, ökologischer Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität und Transportwesen, Energie, Klima, Tourismus, Landwirtschaft, Natur und Forstwesen, lokale Behörden und Wohnungswesen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 - *Abänderung des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region*

Artikel 1 - In Artikel 5 des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022 wird Paragraph 3 aufgehoben.

KAPITEL 2 - *Abänderung des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region*

Art. 2 - Artikel 3 Absatz 1 des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de service public") in der Wallonischen Region, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird durch eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° die Umwelt-Gesundheit. "

Art. 3 - Der Artikel 13 desselben Dekrets wird aufgehoben.

(...)

KAPITEL 5 - *Abänderungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

Art. 6 - In Artikel 10 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt geändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird Ziffer 2 wie folgt ersetzt: "2° die Umwandlung oder die Erweiterung eines Betriebs der Klasse 1 oder 2, wenn diese Änderung die Anwendung einer anderen neuen Einstufungskategorie als jene der Klasse 3 zur Folge hat oder wenn sie ihrer Art wegen direkt oder indirekt die Gefahren, Belastungen oder Nachteile auf den Menschen oder die Umwelt erhöht, oder zur Erhöhung der Anzahl Tiere, die Gegenstand des Betriebs sind, wenn diese Erhöhung dem Wohlbefinden der Tiere schaden könnte, oder zum Erreichen der von der Regierung festgelegten Kapazitätsschwellenwerte führt."

KAPITEL 6 - *Abänderung des Dekrets der Wallonischen Region vom 1. April 1999 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts SARSI*

Art. 7 - In Artikel 6 des Dekrets vom 1. April 1999 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts SARSI, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Das Katastereinkommen der Güter der Gesellschaft ist vom Immobilienvorabzug befreit, sofern diese Güter selbst kein Einkommen erzeugen oder Gegenstand einer Umnutzung sind. "

(...)

KAPITEL 8 - *Abänderung des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses*

Art. 9 - Artikel 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

Die V.o.E "Les Lacs de l'eau d'Heure" ist verpflichtet, was die von der Wallonischen Region gewährten Mittel betrifft, ihre finanziellen Konten und ihre Anlagen einer von der Wallonischen Regierung bezeichneten Kreditgesellschaft anzuvertrauen";

2° Paragraph 2 wird wie folgt ergänzt:

"das Generalsekretariat für Tourismus", die "s.a. Le Circuit de Spa-Francorchamps", "die SOWAFINAL", "die SOWALFIN für die im Rahmen des Marshallplans 2.grün gewährten Mittel, entweder wenn sie die Endbegünstigte ist, oder, wenn sie es nicht ist, in Erwartung ihrer Zahlung an den Begünstigten der Maßnahme", "das IWEPS", "die gemeinsame Schule für öffentliche Verwaltung der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft, was die von der Wallonischen Region gewährten Mittel betrifft", "die Wallonische Agentur für das Erbe", die Agentur für digitale Technologien ("Agence du Numérique"), "die S.A. Immowal" und "die Zahlstelle für die Wallonie";

3° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Die Wallonische Regierung wird damit beauftragt, die Modalitäten zur Verwaltung der Konten und Anlagen der in Paragraph 1 erwähnten Einrichtungen innerhalb der Finanzverwaltung der Wallonischen Region festzulegen. "

(...)

KAPITEL 10 - *Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten*

Art. 11 - Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2° die Aktiengesellschaften öffentlichen Rechts, die in Artikel 28 des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften namentlich genannt werden";

b) der Paragraph wird um eine Ziffer 19 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"19° Filière Bois Wallonie. "

KAPITEL 11 - *Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters*

Art. 12 - In Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird Ziffer 4 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"4° Filière Bois Wallonie";

KAPITEL 12 - *Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses*

Art. 13 - In Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. Oktober 2022, wird Ziffer 3 wie folgt abgeändert:

"3° Filière Bois Wallonie";

KAPITEL 13 - *Abänderungen des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel*

Art. 14 - Artikel 7 des Dekrets vom 19. Dezember 2007 über die Genehmigungsaufsicht der Wallonischen Region über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen und des Verkehrs der öffentlichen Verkehrsmittel, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2018 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 7 - Zur Einnahme der Parkabgaben, -steuern oder -gebühren gemäß Artikel 6 und zur Ausübung ihrer Aufgabe der Verwaltung der Parkpolitik, einschließlich ihrer Aufgabe der Ausstellung von Gemeindeparkausweisen gemäß Artikel 27.1.4 der Straßenverkehrsordnung, können die Regierung, die Gemeinden und ihre Konzessionäre oder die autonomen Gemeinderegionen personenbezogene Daten über das Fahrzeug bei der für die Zulassung von Fahrzeugen zuständigen Behörde anfordern.

Die in Absatz 1 genannten Daten können sich auf folgende Elemente beziehen:

1° die Identität des Inhabers des Zulassungskennzeichens;

2° die Identität der einzelnen Fahrer der Fahrzeuge;

3° die folgenden technischen Merkmale der Fahrzeuge:

a) die Art des Kraftstoffs oder die Energiequelle;

b) die Fahrzeugart;

c) die zulässige Höchstmasse;

d) die Marke und das Modell;

e) die Maße, d. h. Länge und Breite.

Die Regierung legt gegebenenfalls zusätzliche Datenkategorien fest, die aufgrund der Entwicklung der Parkpolitik erforderlich sind. Die in Absatz 1 genannten Daten werden höchstens drei Jahre lang aufbewahrt. "

Art. 15 - In Artikel 19 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2018 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "am 1. Januar 2023" durch die Wortfolge "an dem von der Regierung bestimmten Datum" ersetzt;

2° Absatz 2 wird aufgehoben.

KAPITEL 14 - *Abänderung des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'air et du climat" als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung*

Art. 16 - In der Überschrift des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Wallonische Luft- und Klimaagentur) als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird die Wortfolge "als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung" gestrichen.

KAPITEL 15 - *Abänderung des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes*

Art. 17 - In Artikel 9bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, eingefügt durch das Programmdekret vom 22. Juli 2010 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen verantwortungsvolle Staatsführung, administrative Vereinfachung, Energie, Wohnungswesen, Steuerwesen, Beschäftigung, Flughafenpolitik, Wirtschaft, Umwelt, Raumordnung, lokale Behörden, Landwirtschaft und öffentliche Arbeiten wird der Wortlaut "80%" durch den Wortlaut "100%" ersetzt.

KAPITEL 16 - *Abänderungen des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten*

Art. 18 - In Artikel 3 Paragraph 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 6. April 2023, wird Ziffer 6 durch die Wortfolge "und die Wallonische Kommission für Energie" (Commission wallonne pour l'Energie)" ergänzt.

Art. 19 - In Artikel 52/1, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, Artikel 79 § 2, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, und Artikel 87 § 6, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, desselben Dekrets werden jedes Mal nach der Wortfolge "sowie der Vermittlungsdienst der Wallonischen Region" die Wortfolge "und die Wallonische Kommission für Energie" eingefügt.

(...)

KAPITEL 18 - *Abänderung des Dekrets vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen*

Art. 21 - Artikel 7 des Dekrets vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 13. Dezember 2023 wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird Ziffer 5 durch Folgendes ersetzt:

"5° EN = eine Variable je nach der EURO-Emissionskategorie oder der Klasse "Umweltfreundlicher als EURO VI, einschließlich emissionsfreier Fahrzeuge" nach der Definition der Regierung;";

2° in Paragraph 3 werden die Absätze 2 und 3 aufgehoben;

3° der Artikel wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Die in der Tarifformel benutzten Werte für den Grundtarif BT, die Variablen A, G, EN, ET und EP nach Paragraph 1 werden durch den Mauterheber am 1. Januar eines jeden Jahres mithilfe des Koeffizienten indiziert, der sich aus der Division des allgemeinen Verbraucherpreisindex für das Königreich für den Monat August des Vorjahres durch den allgemeinen Verbraucherpreisindex für das Königreich für den Monat April des Jahres 2016 ergibt.

In diesem Rahmen werden die folgenden Auf- bzw. Abrundungen angewandt:

1° der Koeffizient wird auf das nächste Zehntausendstel auf- oder abgerundet, je nachdem die Zahl der Hunderttausendstel 5 erreicht oder nicht;

2° nach Anwendung des Koeffizienten auf die Werte des Grundtarifs BT und der Variablen A, G, EN, ET und EP werden die sich ergebenden Beträge auf das nächste Tausendstel Euro auf- oder abgerundet, je nachdem, ob die Zahl der Zehntausendstel fünf erreicht oder nicht. ”.

KAPITEL 19 - Änderungen des Dekrets vom 29. Oktober 2015 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen Straßen und Wasserwege

Art. 22 - Artikel 2 Paragraph 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2015 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen Straßen und Wasserwege, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird um eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”11° Ausgaben für die Miete, Anschaffung und Instandhaltung von Material für die Regien zwecks der Instandhaltung des Straßen- und Autobahnnetzes. ”.

Art. 23 - Artikel 3 § 3 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

”2° Ausgaben für die Instandhaltung, den Bau und die Renovierung des vorgenannten Netzes, einschließlich der Beiträge zugunsten der SOFICO”;

b) Der Paragraph wird um die Ziffern 9, 10, 11 und 12 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”9° Ausgaben für den Ankauf von Kleidung und Uniformen für die Bediensteten der Domanialpolizei und die Schleusenwärter;

10° Ausgaben für den Ankauf von technischen Fahrzeugen, insbesondere für den Steinbruch von Gore;

11° Ausgaben für die Aufwertung und Wiederinstandsetzung von Häusern des ÖDW Mobilität und Infrastrukturen;

12° Ausgaben für die Anschaffung und Überwachung der sgt. intelligenten Zähler. ”.

Art. 24 - In Artikel 4 § 3 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird die Ziffer 5 durch Folgendes ersetzt:

”5° Ausgaben in Bezug auf die Organisation der Kontrolle der Messgeräte und der technischen Prüfstellen;”.

KAPITEL 20 - Abänderung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete

Art. 25 - In Artikel 2 Paragraph 1 Buchstabe b des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete wird die Wortfolge ”21° bis 28°” durch die Wortfolge ”49° bis 57°” ersetzt.

KAPITEL 21 - Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung

Art. 26 - Artikel 124 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”Die Anträge auf Städtebaugenehmigung, Globalgenehmigung oder integrierte Genehmigung im Sinne von Artikel 23, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereicht worden sind, sowie die dies betreffenden administrativen Beschwerden, werden nach den Regeln untersucht, die am Tag der Einreichung des Antrags gültig waren. ”.

KAPITEL 22 - Abänderungen des Wallonischen Gesetzbuchs über den Tierschutz

Art. 27 - In Artikel D.15 § 3 Absatz 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über den Tierschutz wird der Satz ”Diese Abgabe wird der Abteilung ”Schutz gegen die Tieraussetzungen- und Misshandlungen” des in Kapitel 10 erwähnten Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugeordnet.” aufgehoben.

Art. 28 - Artikel D.95 desselben Gesetzbuchs wird wie folgt abgeändert:

1° der Paragraph 1 wird zum Absatz 1:

2° der Paragraph 2 wird aufgehoben.

Art. 29 - Kapitel X desselben Gesetzbuchs, das die Artikel D.100 bis D.102 enthält, wird aufgehoben.

KAPITEL 23 - Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung

Art. 30 - In Artikel D.IV.9 Absatz 1 Ziffer 1 des wallonischen Gesetzbuchs für Raumentwicklung, zuletzt geändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird die Wortfolge ”zwischen zwei gebauten Wohnhäusern” durch die Wortfolge ”zwischen zwei vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans gebauten Wohnhäusern” ersetzt.

KAPITEL 24 - Abänderungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung,

Art. 31 - In dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird ein Artikel L3321-8bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. L3321-8bis - Bei Nichtzahlung am Fälligkeitstag wird dem Steuerpflichtigen eine Mahnung zugeschickt. Diese erfolgt per Einschreibebrief. Die Postkosten dieser Sendung können dem Steuerpflichtigen angerechnet werden. In diesem Fall werden diese auf dieselbe Weise beigetrieben, wie die Steuer, auf die sie sich beziehen.

Diese an den Steuerpflichtigen gerichtete Mahnung kann erst am Ablauf einer Frist von zehn Kalendertagen ab dem ersten Tag nach der im Steuerbescheid angegebenen Zahlungsfälligkeit geschickt werden.

Die erste Durchführungsmaßnahme kann erst am Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach dem Datum der Einsendung der Mahnung an den Steuerpflichtigen umgesetzt werden.

Die in Teil V Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten Vollstreckungsmittel bilden Vollstreckungsmittel im Sinne der vorliegenden Bestimmung.

Die Absätze 1 bis 3 gelten auch, wenn die Zahlung der Steuer vom Mitschuldner gefordert wird, d.h. von der Person, die nicht in dem Steuerbescheid der Heberolle aufgeführt ist und die nach der Steuerverordnung oder anderen Rechtsvorschriften ebenfalls zur Zahlung der Steuer verpflichtet ist. ”.

Art. 32 - Absatz 1 von Artikel L3321-12 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022, wird durch Folgendes ersetzt:

„Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Titels sind die Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10 sowie die Artikel 355, 356 und 357 des Einkommensteuergesetzbuches, die Artikel 126 bis 175 des Durchführungserlasses zu diesem Gesetzbuch sowie das Gesetz vom 13. April 2019 zur Einführung des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen auf die Provinz- und Gemeindesteuern anwendbar, insofern sie nicht besonders die Einkommensteuern betreffen, mit Ausnahme der Artikel 43 bis 48 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen. In Fällen der Veräußerung oder der Verwendung zur Hypothekenbestellung eines Guts, das mit einer Hypothek belastet werden kann, wird die Notifizierung durch den Notar im Sinne vom Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen an den Finanzdirektor der Gemeinde gerichtet, in welcher der Eigentümer des Gutes seinen Wohnort hat.“

KAPITEL 25 - Abänderungen des Umweltgesetzbuches

Art. 33 - In Buch II, Teil III, Titel II des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch enthält, wird Abschnitt 1bis, eingefügt durch das Dekret vom 8. Mai 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, der die Artikel D.233bis bis D.233bis.10 enthält, aufgehoben.

Art. 34 - In Artikel D.403 des Buches II des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch enthält, wird die nach der Wortfolge „der fakturierte Verbrauch“ die Wortfolge „geteilt durch die Dauer des Fakturierungszyklus“ eingefügt.

(...)

KAPITEL 27 - Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft

Art. 45 - Artikel D.231/1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, eingefügt durch Artikel 271 des Programmdekrets vom 17. Juli 2018, wird wie folgt abgeändert:

- a) in Absatz 2 wird das Wort „Dreijahresvertrag“ durch die Wortfolge „für eine Dauer von fünf Jahren abgeschlossener Vertrag“ ersetzt;
- b) 2° in Absatz 3 Ziffer 1 wird das Wort „drei“ durch das Wort „fünf“ ersetzt.
- c) Absatz 4 wird aufgehoben.

KAPITEL 28 - Sonstige Bestimmungen

Art. 46 - Der durch Artikel 151 des Dekrets vom 10. Dezember 2009 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2010 gegründete Fonds für die Energieverwaltung im Wohnungswesen wird aufgehoben.

Art. 47 - Die Regierung kann den Mitgliedern der Kunstkommission der Wallonischen Region, die keine Beamten sind, und den externen Spezialisten dieser Kommission, die keine Beamten sind, ein Anwesenheitsgeld gewähren, dessen Höhe sie festlegt.

(...)

Art. 50 - Im Rahmen der verfügbaren Mittel, die zu diesem Zweck in den Haushaltsplan eingetragen wurden, gewährt die Regierung der Agentur für digitale Technologien zur Finanzierung ihrer Aktivitäten allgemeine Zuschüsse, wie sie in Artikel 60 § 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten definiert sind.

Art. 51 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Mittel, die zu diesem Zweck in den Haushaltsplan eingetragen wurden, gewährt die Regierung der Agentur für digitale Technologien Zuschüsse für Projekte, wie sie in Artikel 60 § 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten definiert sind, um Dritten Zuschüsse zu gewähren, deren Zweck mit ihren Aufgaben in Zusammenhang steht.

§ 2. In Bezug auf diese Zuschüsse tritt die Agentur für digitale Technologien als bezuschussende Zwischeninstanz im Sinne von Artikel 59 § 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten auf.

In dieser Funktion beschließt und veröffentlicht sie die Aufforderungen, prüft die Anträge, verabschiedet die Entscheidungen über die Gewährung oder Ablehnung von Zuschüssen und kontrolliert die ordnungsgemäße Ausführung der Zuschüsse.

§ 3. Die besagten Zuschüsse sind die folgenden:

- 1° „Boost“-Zuschüsse mit einem Höchstbetrag von 5.000 Euro ohne Mehrwertsteuer und mit dem Ziel der Verbreitung der Marke Digital Wallonia, die die Förderung und Entwicklung der digitalen Technologien begünstigt;
- 2° „Brand“-Zuschüsse mit einem Höchstbetrag von 25 000 Euro ohne Mehrwertsteuer, mit denen ein Akteur unterstützt werden soll, der zu einem Entwicklungsschwerpunkt der regionalen digitalen Strategie beiträgt;
- 3° Zuschüsse im Zusammenhang mit spezifischen, von der Regierung identifizierten Projektausschreibungen.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 3 darf die Höhe des gewährten Zuschusses die tatsächlichen Kosten des Projekts nicht übersteigen.

§ 4. Die Regierung definiert und präzisiert das System der genannten Zuschüsse, insbesondere in Bezug auf:

- 1° die Organisation von Projektausschreibungen;
- 2° die Bedingungen für die Zuschussfähigkeit (insbesondere die Begünstigten) und die Gewährung (insbesondere hinsichtlich der Bewertungskriterien) sowie das Verfahren für die Gewährung des Zuschusses;

3° die Modalitäten für die Verwendung des Zuschusses;

4° die Modalitäten für die Auszahlung des Zuschusses;

5° die Belege, die der Empfänger des Zuschusses vorlegen muss;

6° die besonderen Modalitäten der Kontrolle, der Überprüfung und der Rückzahlung des gesamten oder eines Teils des Zuschusses.

Art. 52 - Die zum Kommissar, Vorsitzenden oder Generalinspektor der Erwerbskomitees bestellten Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie sind befugt, die in Artikel 6^{quinquies} des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen angeführten Rechtsakte der juristischen Personen zu authentifizieren. Ohne dass die beurlaubenden Beamten der Erwerbskomitees irgendein Mandat gegenüber Dritten nachweisen müssen, handeln sie zudem als Vertreter dieser juristischen Personen in den von Letzteren anvertrauten Aufgaben.

Art. 53 - Artikel 4 des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der "Agence Wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen), ersetzt durch das Dekret vom 1. April 2004 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 4 - § 1. Die Agentur wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus zwölf Mitgliedern, die natürliche Personen sind, zusammensetzt, darunter ein Vorsitzender und ein stellvertretender Vorsitzender, die von der Regierung bezeichnet werden und sich wie folgt aufgliedern:

1° vier Vertreter der repräsentativen Organisationen, gleichmäßig aufgeteilt zwischen den repräsentativen Organisationen der kleinen und mittleren Unternehmen und der Landwirtschaft einerseits und den repräsentativen Organisationen der Industrie und der Großunternehmen andererseits, die von der Regierung auf der Grundlage einer von der Generalversammlung des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie vorgeschlagenen Doppelliste bezeichnet werden;

2° vier Verwaltungsratsmitglieder, die von der Regierung vorgeschlagen und bezeichnet werden;

3° vier externe Verwaltungsratsmitglieder, die von der Regierung aufgrund ihrer Berufserfahrung und ihres Fachwissens in den Bereichen Außenhandel, Internationalisierung von Unternehmen und Auslandsinvestitionen bezeichnet werden.

§ 2. An den Sitzungen des Verwaltungsrats nehmen außerdem mit beratender Stimme teil: der Generalverwalter, der stellvertretende Generalverwalter, die Generaldirektoren der Agentur, ein Vertreter des Öffentlichen Dienstes der Wallonien Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung und ein Vertreter der Wallonischen Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft.

§ 3. Die Kommissare der Regierung nehmen an den Versammlungen des Verwaltungsrats der Agentur mit beratender Stimme teil. "

Art. 54 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2025 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Dezember 2024

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl
A. DOLIMONT

Der Vizepräsident und Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden
F. DESQUESNES

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft
Y. COPPIETERS

Die Ministerin für öffentlichen Dienst, administrative Vereinfachung und Sportinfrastruktur
J. GALANT

Die Ministerin für Tourismus, Kulturerbe und Kleinkindbetreuung
V. LESCRENIER

Die Ministerin für Energie, den Luft-Klima-Plan, Wohnungswesen und Flughäfen
C. NEVEN

Die Ministerin für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten
A-C. DALCQ

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2024-2025.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 31 (2024-2025) Nn. 1 bis 8.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 18. Dezember 2024.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2025/000563]

18 DECEMBRE 2024. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake tewerkstelling, vorming, economie, industrie, onderzoek, innovatie, digitale technologieën, leefmilieu, ecologische overgang, ruimtelijke ordening, openbare werken, mobiliteit en vervoer, energie, klimaat, toerisme, landbouw, natuur, bossen, plaatselijke besturen en huisvesting (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Wijziging in het decreet van 21 december 1989 met betrekking tot de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest;*

Artikel 1. In artikel 5 van het decreet van 21 december 1989 met betrekking tot de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt paragraaf 3 opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging in het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.)" (Wetenschappelijk Instituut van Openbare dienst in het Waalse Gewest)*

Art. 2. Artikel 3, lid 1, van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.)" (Wetenschappelijk Instituut van Openbare dienst in het Waalse Gewest), laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

"5° het gezondheidsmilieu. "

Art. 3. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Opheffing van het decreet van 4 november 1993 houdende oprichting van een begrotingsfonds voor arbeidsbemiddeling*

Art. 4. Het decreet van 4 november 1993 houdende oprichting van een begrotingsfonds voor arbeidsbemiddeling wordt opgeheven;

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging in het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven*

Art. 5. Artikel 5 van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt aangevuld met een paragraaf 15, luidend als volgt:

"§ 15. Met instemming en onder de voorwaarden van de Waalse Regering, is het Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten ertoe gemachtigd om, ten gunste van de inrichtende machten van de voorzieningen voor de opvang van rondreizende bevolkingsgroepen, de uitbetaling te verzekeren van de investeringen die in aanmerking zijn gekomen voor de toekenning door de Waalse Regering van een subsidie. "

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Art. 6. In artikel 10, § 1^{er}, tweede lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt punt 2° aangevuld met de volgende woorden "en wanneer deze verhoging van dien aard is dat ze het welzijn van de dieren aantast".

HOOFDSTUK 6. — *Wijziging in het decreet van 1 april 1999 houdende oprichting van de publiekrechtelijke N.V. "SARSI"*

Art. 7. In artikel 6 van het decreet van 1 april 1999 houdende oprichting van de publiekrechtelijke N.V. "SARSI", laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt :

"Het kadastrale inkomen van de goederen van de vennootschap wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing voor zover die goederen zelf onproductief zijn of het voorwerp uitmaken van een herbestemming. "

HOOFDSTUK 7. — *Wijziging in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)*

Art. 8. In artikel 27 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt paragraaf 6 vervangen als volgt:

"§ 6. De in de begroting opgenomen subsidies worden ter beschikking van de Dienst gesteld in twaalf maandelijke schijven die niet gelijk hoeven te zijn aan elkaar. Deze bepaling is niet van toepassing op de artikelen 41.05 (vakdomeinen 103.003 (ESER-code 41)) van programma 18.13 (WBFIN-programma 18.103), 41.15 (110.012 (ESER-code 41)) van programma 18.22 (WBFIN-programma 18.110) van de begroting waarvoor het ritme van de vereffening door de Minister bevoegd voor werkgelegenheid en opleiding wordt bepaald. "

HOOFDSTUK 8. — *Wijziging in het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut*

Art. 9. In artikel 1 van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De vzw Les Lacs de l'eau d'Heure is ertoe gehouden om, wat betreft de door het Waalse Gewest toegekende middelen, al haar financiële rekeningen en alle beleggingen toe te vertrouwen aan een door de Waalse Regering aangewezen kredietinstelling".

2° paragraaf 2 wordt aangevuld door hetgeen volgt:

"het Commissariaat-generaal voor Toerisme.", "de N.V. Le Circuit van Spa-Francorchamps", "de SOWAFINAL", "de N.V. Wallonie Entreprendre" voor de middelen die werden toegekend in het kader van het Marshallplan

2. Groen, hetzij als ze de eindbegunstigde is, hetzij als ze deze niet is in afwachting van de storting ervan aan degene die voor de maatregel in aanmerking komt”, “het IWEPS” en “de aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest gemeenschappelijke openbare Bestuursschool wat betreft de door het Waalse Gewest toegekende middelen”, “het “Agence wallonne du Patrimoine” (Waals Agentschap voor het patrimonium),

het “Agence du Numérique” en “het Betaalorgaan van Wallonië”;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. De Waalse Regering is belast met de bepaling van de beheersmodaliteiten binnen de thesaurie van het Waalse Gewest, de rekeningen en de beleggingen van de instellingen bedoeld in paragraaf 1.”.

HOOFDSTUK 9. — *Wijziging in het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut*

waarvan de opdrachten de in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheden aangaan

Art. 10. In artikel 2, § 2, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut, waarvan de opdrachten de in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheden aangaan, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, worden de woorden “l’Hôpital Psychiatrique Le Chêne aux Haies” opgeheven.

HOOFDSTUK 10. — *Wijziging in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking.*

Art. 11. In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 2° wordt vervangen als volgt:

“2° de publiekrechtelijke naamloze vennootschappen bedoeld in artikel 28 van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen;”;

b) de paragraaf wordt aangevuld met punt 19° luidend als volgt :

“19° Filière Bois Wallonie.”.

HOOFDSTUK 11. — *Wijzigingen in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder*

Art. 12. In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt punt 4° vervangen als volgt:

“4° Filière Bois Wallonie;”.

HOOFDSTUK 12. — *Wijzigingen in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut*

Art. 13. In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 oktober 2022, wordt punt 3° vervangen als volgt:

“3° Filière Bois Wallonie;”.

HOOFDSTUK 13. — *Wijzigingen in het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen*

Art. 14. Artikel 7 Gelet op het decreet van 19 december 2007 betreffende het goedkeuringstoezicht van het Waalse Gewest op de aanvullende reglementen op de openbare wegen en op het verkeer van de gemeenschappelijke vervoermiddelen, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2018 en gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt vervangen als volgt:

“Art. 7. De Regering, de gemeenten en hun concessiehouders of de autonome gemeentebedrijven kunnen met het oog op de inning van de in artikel 6 parkeerretributies, -taksen en -heffingen en met het oog op de uitvoering van hun taak inzake het beheer van het parkeerbeleid, met inbegrip van hun taak inzake de afgifte van gemeentelijke parkeerkaarten als bedoeld in artikel 27.1.4 van de Wegcode, de persoonsgegevens betreffende het voertuig opvragen bij de instantie die belast is met de registratie van het voertuig.

De in het eerste lid bedoelde gegevens kunnen betrekking hebben op:

1° de identiteit van de houders van het kenteken;

2° de identiteit van de individuele bestuurders van de voertuigen;

3° de volgende technische kenmerken van de voertuigen:

a) het type brandstof of energiebron;

b) het type voertuig;

c) de maximaal toegelaten massa;

d) het merk en het model

e) de afmetingen, namelijk de lengte en de breedte.

De Regering bepaalt zo nodig aanvullende categorieën van gegevens die noodzakelijk zijn geworden door de ontwikkeling van het parkeerbeleid. De in het eerste lid bedoelde gegevens worden maximaal 3 jaar bewaard.”.

Art. 15. In artikel 19 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2018 en gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “op 1 januari 2023” vervangen door de woorden “op de datum bepaald door de Regering”;

2° lid 2 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 14. — *Wijziging in het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'air et du climat" (Waals agentschap voor Lucht en Klimaat) als dienst met afzonderlijk beheer*

Art. 16. In het opschrift van het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'air et du climat" (Waals Agentschap voor lucht en klimaat) als dienst met afzonderlijk beheer, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, worden de woorden "als dienst met afzonderlijk beheer" opgeheven.

HOOFDSTUK 15. — *Wijziging in het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein*

Art. 17. In artikel 9bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, ingevoegd bij het programmadecreet van 22 juli 2010 houdende verschillende maatregelen inzake goed bestuur, bestuurlijke vereenvoudiging, energie, huisvesting, fiscaliteit, werkgelegenheid, luchthavenbeleid, economie, leefmilieu, ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen, landbouw en openbare werken, worden de woorden « 80% » vervangen door « 100% ».

HOOFDSTUK 16. — *Wijzigingen in het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuursseenheden*

Art. 18. In artikel 3 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuursseenheden, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 april 2023, wordt punt 6 aangevuld met de volgende woorden "en de "Commission wallonne pour l'Énergie" (Waalse Commissie voor Energie)".

Art. 19. In artikel 52/1, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015 en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, in artikel 79, § 2, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, en in artikel 87, § 6, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, van hetzelfde decreet, worden na de woorden "de Ombudsdienst" de woorden "en de "Commission wallonne pour l'Énergie" (Waalse Commissie voor Energie) ingevoegd.

HOOFDSTUK 17. — *Wijzigingen in het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien*

Art. 20. In het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, wordt een artikel 20/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 20/1. Voor de toepassing van artikel 91 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 tot regeling van de werkloosheid, vormt de alternerende opleiding georganiseerd krachtens dit decreet een beroepsopleiding in de zin van artikel 27, 6°, van hetzelfde besluit. "

HOOFDSTUK 18. — *Wijzigingen in het decreet van 16 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens*

Art. 21. In artikel 7 van het decreet van 16 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing voor vrachtwagens voor het gebruik van de wegen, laatst gewijzigd bij het decreet van 13 december 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt punt 5° vervangen door hetgeen volgt:

"5° EN = variabel volgens de emissieklasse Euro of de klasse "minder vervuilend dan Euro VI, met inbegrip van nulmissievoertuigen", zoals gedefinieerd door de Regering;"

2° in paragraaf 3 worden de leden 2 en 3 opgeheven;

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

"§ 4. De in paragraaf 1 bedoelde waarden van het basistarief BT en van de variabelen A, G, EN, ET en EP worden elk jaar op 1^{er} januari door de tolheffende instantie geïndexeerd aan de hand van de coëfficiënt die wordt verkregen door het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk voor de maand augustus van het voorgaande jaar te delen door het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk voor de maand april van het jaar 2016.

In dat kader worden volgende afrondingen toegepast:

1° de coëfficiënt wordt naar het hogere of lagere tienduizendste afgerond naar gelang het cijfer van de honderd duizendsten al dan niet vijf bereikt;

2° na toepassing van de coëfficiënt op de waarden van het basistarief BT en de variabelen A, G, EN, ET en EP, worden de verkregen bedragen afgerond naar het hogere of lagere duizendste euro naar gelang het cijfer van de tien duizendsten al dan niet vijf bereikt. "

HOOFDSTUK 19. — *Wijzigingen in het decreet van 29 oktober 2015 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen*

Art. 22. In artikel 2 van het decreet van 29 oktober 2015 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt paragraaf 3 aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt:

"11° de verhuur, de aankoop en het onderhoud van materieel voor bedrijven met het oog op het onderhoud van het wegen- en autowegennetwerk." "

Art. 23. In artikel 3, § 3, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° het onderhoud, de bouw en de renovatie van voornoemd netwerk, met inbegrip van de tegemoetkomingen ten gunste van de "SOFICO";

b) de paragraaf wordt aangevuld met de punten 9°, 10°, 11° en 12°, luidend als volgt:

« 9° de aankoop van kleding en uniformen voor de personeelsleden van de Domaniale politie en de sluiswachters;

10° de aankoop van technische voertuigen, met name voor de steengroeve van Gore;

11° de valorisatie en het herstel van huizen van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur;

12° de aankoop en de opvolging van de zogenaamde “slimme” meters.”.

Art. 24. In artikel 4, § 3, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt punt 5° vervangen als volgt:

“5° de organisatie van de controles van de meetapparaten in de keuringsstations;”.

HOOFDSTUK 20. — *Wijziging in het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken;*

Art. 25. In artikel 2, § 1^{er}, b), van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken worden de woorden “21° tot 28°” vervangen door de woorden “49° tot 57°”.

HOOFDSTUK 21. — *Wijziging in het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering*

Art. 26. Artikel 124 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De aanvragen om stedenbouwkundige vergunning, globale vergunningen of geïntegreerde vergunning bedoeld in artikel 23 die vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden ingediend, alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de op datum van indiening van de aanvraag vigerende regels.”.

HOOFDSTUK 22. — *Wijzigingen in het Waalse Dierenwelzijnwetboek.*

Art. 27. In artikel D.15, § 3, alinea 1^{er}, van de Waalse dierenwelzijnwetboek wordt de zin “Deze bijdrage wordt toegewezen aan de afdeling “bescherming tegen het achterlaten en de mishandeling van dieren” van het begrotingsfonds voor dierenwelzijn bedoeld in hoofdstuk 10” opgeheven.

Art. 28. In artikel D.95 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt lid 1:

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 29. Hoofdstuk X van hetzelfde besluit, bevattende de artikelen D.100 tot D.102, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 23. — *Wijziging van het Waals Landbouwwetboek*

Art. 30. In artikel D.IV.9, eerste lid, 1°, van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, laatstelijk gewijzigd bij decreet van 21 december 2022, worden de woorden “vóór de inwerkingtreding van het gewestplan” ingevoegd tussen de woorden “twee opgetrokken woningen” en de woorden “of tussen een woning die is opgetrokken”.

HOOFDSTUK 24. — *Wijziging in het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie*

Art. 31. In het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt er een artikel L3321-8bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. L3321-8 bis. In geval van wanbetaling bij verstrijken van de termijn wordt een bevel tot betalen aan de belastingplichtige gericht. Dit wordt bij aangetekend schrijven verricht. De postkosten van deze zending kunnen in rekening worden gebracht bij de belastingplichtige. In dat geval worden zij op dezelfde wijze geïnd als de belasting waarop zij betrekking hebben.

Dit bevel tot betalen, gericht aan de belastingplichtige, kan slechts worden verzonden na het verstrijken van een termijn van 10 kalenderdagen vanaf de eerste dag na de vervaldag vermeld op het aanslagbiljet.

De eerste uitvoeringsmaatregel kan pas ten uitvoer worden gelegd na het verstrijken van een maand na de derde werkdag na de datum waarop de aanmaning aan de belastingplichtige is verzonden.

De in deel V, titel III, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde middelen van tenuitvoerlegging vormen een middel van tenuitvoerlegging in de zin van deze bepaling.

De leden 1 tot 3 zijn eveneens van toepassing wanneer de betaling van de belasting van de medeschuldenaar wordt geëist, namelijk de persoon die niet in het kohier is vermeld en die eveneens krachtens de belastingsverordening tot de betaling van de belasting verschuldigd is.”.

Art. 32. In artikel L3321-12 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt lid 1 vervangen door wat volgt:

Onverminderd de bepalingen van deze titel zijn de bepalingen van titel VII, Hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10, en de artikelen 355, 356 en 357 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, de artikelen 126 tot 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek alsook de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen van toepassing op de provincie- en gemeentebelastingen voor zover zij met name niet de belastingen op de inkomsten betreffen en met uitzondering van de artikelen 43 tot 48 van bedoeld Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen. In geval van vervreemding of overdracht van een hypothecaire aanwending van een voor hypotheek vatbaar goed moet de kennisgeving door de notaris in de zin van artikel 35 van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen worden gericht aan de financieel directeur van de gemeente waar de eigenaar van het onroerend goed woonachtig is.”.

HOOFDSTUK 25. — *Wijzigingen in het Milieuwetboek*

Art. 33. In Boek II, Deel III, Titel II, van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt afdeling 1ebis, ingevoegd bij het besluit van 8 mei 2008 en gewijzigd bij het besluit van 23 juni 2016, bestaande uit de artikelen D.233bis tot en met D.233bis.10, opgeheven

Art. 34. In artikel D.403 van Boek II van hetzelfde Wetboek dat het Waterwetboek inhoudt, laatst gewijzigd door het decreet van 21 december 2022, worden de woorden “gedeeld door het aantal dagen in de factureringscyclus” ingevoegd na “het gefactureerde verbruik”.

HOOFDSTUK 26. — *Wijziging in het Waals Toerismewetboek*

Art. 35. In artikel 5.D., § 1^{er}, 2°, van het Waals Wetboek voor Toerisme, gewijzigd bij het decreet van 10 november 2016, worden de woorden “, met de steun van de NV Immowal bedoeld in artikel 31/1.D,” opgeheven.

Art. 36. Hoofdstuk X van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 10 november 2016, wordt opgeheven.

Art. 37. In artikel 34.D, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, worden de woorden “voor de aanneming van de programma-overeenkomsten” vervangen door de woorden “voor de aanneming en de hernieuwing van de programma-overeenkomsten”.

Art. 38. In artikel 68.D van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 november 2016, worden de leden 5, 6 en 7 vervangen als volgt:

“De Regering kan de bedragen bedoeld in het tweede lid met betrekking tot de subsidies toegekend aan de “Maisons du tourisme” (Huizen voor toerisme) aanpassen om rekening te houden met de waarde van het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens de volgende formule:

Bedrag bedoeld in het tweede lid x indexcijfer van de maand januari van het jaar N

 Indexcijfer van de maand januari van het jaar N-1 door de verkregen bedragen af te ronden naar de eerstvolgende hogere eenheid. ”.

Art. 39. In artikel 434.D, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022 worden de woorden “voor gebouwen en in twee categorieën voor terreinen” ingevoegd tussen de woorden “in drie categorieën” en “volgens de normen die”.

Art. 40. Artikel 452.D van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt aangevuld met een zin, luidend als volgt: “De normen van het label kunnen verschillend zijn voor een gebouw of een terrein. ”.

Art. 41. Artikel 453.D van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt aangevuld met een zin, luidend als volgt: “Als één enkele VZW aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 455 en 457 van het Wetboek kan voldoen, dan is de verlenging niet beperkt tot één keer. ”.

Art. 42. In artikel 462.D van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, worden de woorden “van de soort “gebouw”” ingevoegd tussen de woorden “van een kampplaats” en de woorden “is afhankelijk van”;

b) het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

Het label voor de kampplaatsen van de soort “terreinen” wordt onderworpen aan de naleving van de voorwaarden bepaald door de Regering. Ze kunnen betrekking hebben op :

1° de kenmerken van het terrein en de omgeving ervan, zoals meer bepaald de opvangcapaciteit ten opzichte van de grondoppervlakte, de toegankelijkheid van het terrein, de afbakening ervan;

2° de uitrusting van het terrein, zoals de toegang tot drinkwater, de terbeschikkingstelling of bouw van sanitaire voorzieningen”;

3° de situatie in de nabijheid van het terrein ;

4° het zedelijk gedrag van de aanvrager, van de labelhouder en van de persoon belast met het dagelijks beheer van het terrein;

5° de overeenkomst die bij elke bezetting moet worden ondertekend;

6° de maximale prijs van de overnachting per persoon en de voor de lasten verlangde kostprijs;

7° de minimale duur van de terbeschikkingstelling van het terrein;

8° de naleving van de kalmte van de buurt;

9° het afvalbeheer; ”.

Art. 43. In artikel 465.D van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, worden de woorden “van de soort “gebouw”” ingevoegd na de woorden “ van een kampplaats”.

Art. 44. Artikel 594.D van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, wordt vervangen als volgt:

“Art. 594.D. § 1. § 1. Wat betreft de federaties voor toerisme, bedraagt het subsidiepercentage bedoeld in artikel 584. D 30% van de kostprijs van de actie of de toeristische promotiecampagne.

§ 2. Wat betreft de “maisons du tourisme”, bedraagt het subsidiepercentage bedoeld in artikel 584. D 100% van de kostprijs van de actie of toeristische promotiecampagne.

§ 3. Wat betreft de “offices du tourisme”, bedraagt het subsidiepercentage bedoeld in artikel 584.D 30 % van de kostprijs van de actie of toeristische promotiecampagne. In het geval van het sluiten van een partnerschapsovereenkomst met de “maison du tourisme” van zijn ambtsgebied, die de rol van iedereen bepaalt ten opzichte van de verschillende opdrachten die hen worden toegekend, wordt het subsidiepercentage op 40% gebracht.

§ 4. Wat betreft de “syndicats d’initiative”, bedraagt het subsidiepercentage bedoeld in artikel 584.D 40 % van de kostprijs van de actie of toeristische promotiecampagne. In het geval van het sluiten van een partnerschapsovereenkomst met de “maison du tourisme” van zijn ambtsgebied, die de rol van iedereen bepaalt ten opzichte van de verschillende opdrachten die hen worden toegekend, wordt het subsidiepercentage op 50% gebracht.

§ 5. Voor de acties of toeristische promotiecampagnes opgenomen in de thema’s die jaarlijks of meerjaarlijks door de Regering worden bepaald of in het geval van samenwerking met “Wallonie Belgique Tourisme”, wordt het

subsidiepercentage bedoeld in de paragrafen 1, 3 en 4 op 50% gebracht. ”.

HOOFDSTUK 27. — Wijziging in het Waals Landbouwwetboek

Art. 45. Artikel D.231/1 van het Waals Landbouwwetboek, ingevoegd bij artikel 271 van het programmadecreet van 17 juli 2018, wordt gewijzigd als volgt:

a) in lid 2 wordt “drie jaar” vervangen door “gesloten voor een periode van vijf jaar”;

b) in lid 3.1° wordt het woord “drie” vervangen door het woord “vijf” ;

c) lid 4 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 28. — *Diverse bepalingen*

Art. 46. Het Beheersfonds Energiebeheer onroerende goederen opgericht bij artikel 151 van het decreet van 10 december 2009 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2010, wordt opgeheven.

Art. 47. De Regering kan presentiegelden toekennen, waarvan zij het bedrag bepaalt, aan de niet-ambtelijke leden en de niet-ambtelijke externe specialisten van de "Commission des arts de Wallonie" (Kunstencommissie van Wallonië).

Art. 48. Artikel 5, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen, wordt opgeheven.

Art. 49. § 1. De regering kan, binnen de grenzen van de beschikbare middelen, middelen toekennen aan de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) waarmee deze laatste een deel van de kosten voor kinderopvang kan financieren van een werkloze werkzoekende die de enige of afwisselende hoofdverzorger is van een kind en die een opleiding volgt. De volgende opvangkosten kunnen worden gefinancierd:

1° de kosten voor kinderopvang tot de leeftijd waarop het kind kan worden toegelaten tot het kleuteronderwijs;

2° de kosten van buitenschoolse kinderopvang voor kinderen die naar de kleuterschool of de lagere school gaan.

De Regering overheid bepaalt het steunbedrag, het soort opleiding dat wordt gedekt, wat wordt verstaan onder een werkloze werkzoekende en het soort organisatie waar buitenschoolse kinderopvang wordt aangeboden.

De in lid 1 bedoelde financiële voordelen mogen niet worden gecombineerd met andere tegemoetkomingen voor dezelfde opvangkosten.

§ 2. De "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) gaat na of de werkzoekende werklozen een alleenstaande ouder is op basis van gegevens uit authentieke bronnen waartoe het toegang heeft en, indien deze gegevens niet beschikbaar zijn, op basis van een kopie van een attest van gezinssamenstelling of elk ander document dat door de werkloze werkzoekende wordt opgestuurd en aan de hand waarvan kan worden vastgesteld dat de werkzoekende een alleenstaande ouder is.

§ 3. Als verantwoordelijke voor de verwerking verzamelt, bewaart en wisselt de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) de gegevens die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten die hem krachtens dit artikel zijn toevertrouwd.

Deze gegevens worden gebruikt om vast te stellen of de werkloze werkzoekende een alleenstaande ouder is, evenals gegevens over de personen die deel uitmaken van het gezin die nodig zijn om het bedrag van de financiële voordelen te berekenen overeenkomstig artikel 4/1 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling).

De "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) bewaart deze gegevens gedurende tien jaar vanaf de datum waarop de steun is toegekend.

Art. 50. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten die daartoe in de begroting zijn opgenomen, kent de Regering aan het "Agence du Numérique" (Agentschap Digitale Technologieën), met het oog op de financiering van zijn activiteiten, algemene subsidies toe zoals bepaald in artikel 60, § 1^{er}, 1°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden.

Art. 51. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten die daartoe in de begroting zijn opgenomen, kent de Regering aan het "Agence du Numérique" (Agentschap Digitale Technologieën), projectsubsidies toe zoals bepaald in artikel 60, § 1, 2°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden, met het oog op het toekennen van subsidies aan derden voor doeleinden die verband houden met haar opdrachten.

§ 2. Met betrekking tot deze subsidies treedt het "Agence du Numérique" (Agentschap Digitale Technologieën) op als subsidiërende tusseninstantie in de zin van artikel 59, § 1, 2°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden.

In deze hoedanigheid stelt het oproepen tot het indienen van voorstellen op en publiceert deze, onderzoekt het aanvragen, neemt het besluiten om subsidies toe te kennen of te weigeren en houdt het toezicht op de juiste uitvoering van subsidies.

§ 3. Het gaat om de volgende subsidies:

1° de "Boost"-subsidies, voor een maximumbedrag van 5.000 euro excl. btw, gericht op de verspreiding van het merk Digital Wallonia, dat de promotie en de ontwikkeling van digitale technologie aanmoedigt;

2° de "Brand" subsidies, tot een maximum van €25.000 exclusief btw, om een actor te ondersteunen die bijdraagt aan de ontwikkeling van de regionale digitale strategie;

3° subsidies die gekoppeld zijn aan specifieke oproepen tot het indienen van projecten door de Regering.

Met betrekking tot het eerste lid, 3°, mag het bedrag van de toegekende subsidie niet hoger zijn dan de werkelijke kosten van het project.

§ 4. De Regering bepaalt en specificeert de regels die op deze subsidies van toepassing zijn, in het bijzonder met betrekking tot :

1° het doel van de projectoproep;

2° de voorwaarden om in aanmerking te komen (in het bijzonder de begunstigden) en de toekenning (in het bijzonder de evaluatiecriteria), alsook de procedure voor de toekenning van de subsidie;

3° de modaliteiten voor het gebruik van de subsidie;

4° de modaliteiten voor de uitbetaling van de subsidie;

5° de bewijsstukken die door de begunstigde van de subsidie moeten worden verstrekt;

6° de specifieke modaliteiten voor de controle, de herziening en de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de subsidie..

Art. 52. De als commissaris, voorzitter of inspecteur-generaal van het Aankoopcomité aangewezen ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst worden ertoe gemachtigd om de handelingen van de rechtspersonen bedoeld in artikel 6^{quinquies} van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen te authenticeren. Bovendien treden de ambtenaren die namens de Aankoopcomités optreden, zonder dat zij zich tegenover derden over een mandaat hoeven te verantwoorden, op als vertegenwoordigers van de bovengenoemde rechtspersonen bij de opdrachten die hun door laatstgenoemden worden toevertrouwd.

Art. 53. Artikel 4 van het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. 4. § 1. Het Agentschap wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit twaalf leden, natuurlijke personen, waaronder een voorzitter en een ondervoorzitter, benoemd door de Regering en verdeeld als volgt:

1° vier vertegenwoordigers van de representatieve organisaties, gelijk verdeeld tussen enerzijds organisaties die de kleine en middelgrote ondernemingen en de landbouw vertegenwoordigen en anderzijds organisaties die de industrie en grote ondernemingen vertegenwoordigen, aangewezen door de Regering op basis van een dubbele lijst voorgesteld door de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië);

2° vier bestuurders voorgedragen en aangewezen door de Regering;

3° vier externe bestuurders, benoemd door de Regering omwille van hun professionele ervaring en expertise in buitenlandse handel, internationalisering van bedrijven en buitenlandse investeringen.

§ 2. De volgende personen nemen ook deel aan de vergaderingen van de raad van bestuur met een raadgevende stem: de administrateur-generaal, de adjunct administrateur-generaal, de directeurs-generaal van het Agentschap, een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek en een vertegenwoordiger van het "Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité" (Waals agentschap voor de promotie van een kwaliteitslandbouw).

§ 3. De commissarissen van de Regering wonen de vergaderingen van de raad van bestuur van het Agentschap bij met raadgevende stem. "

Art. 54. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 december 2024.

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Vice-Minister-President en Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuur, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,
F. DESQUESNES

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Industrie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,
Y. COPPIETERS

De Minister van Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Sportinfrastructuur,
J. GALANT

De Minister van Toerisme, Erfgoed en Kinderopvangbeleid,
V. LESCRENIER

De Minister van Energie, Lucht-Klimaatplan, Huisvesting en Luchthavens,
C. NEVEN

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
A-C. DALCQ

—
Nota

(1) Zitting 2024-2025.

Stukken van het Waalse Parlement, 31 (2024-2025) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 18 december 2024.

Bespreking.

Stemming.